

semble qu'à titre de membre des Nations Unies, le Canada qui compte des fils et du matériel dans tous les pays du monde s'est acquis le droit de faire entendre sa voix en faveur des esprits démocratiques persécutés et des minorités opprimées, où qu'ils se trouvent. J'irai plus loin. A mon sens, le moment est venu pour le Canada, à titre de petite puissance supportant les sacrifices imposés par cette guerre, de réclamer le droit de se faire entendre dans les conseils internes des Nations Unies. Je sais bien, ainsi que l'a dit le premier ministre, qu'il est impossible de réunir à chaque occasion toutes les petites nations engagées dans la guerre, mais il y aurait cependant lieu de les convoquer toutes dans un avenir rapproché et de former, par exemple, un petit conseil exécutif, qui serait chargé de la conduite et de la stratégie de la guerre.

Je sais qu'au moins un de nos puissants alliés, la Chine, sent le besoin d'un conseil exécutif des Nations Unies. Un tel corps est essentiel à la réalisation d'une plus grande unité et d'une collaboration plus étroite quant à l'établissement d'une stratégie militaire plus efficace, à une compréhension plus nette des buts de guerre et à un échange plus régulier de vues sur le monde d'après-guerre pour lequel combattent les pays démocratiques. Je suppose que les peuples démocratiques ont une conception, vague il est vrai, du monde pour lequel ils combattent. Un pareil conseil devrait aussi s'occuper de la constitution d'une institution internationale capable de rendre la justice et de faire observer les lois et l'ordre dans le monde d'après-guerre.

Ce ne sont pas des problèmes uniquement anglo-américains, mais des problèmes communs à toutes les Nations Unies. On prétend parfois que nous sommes présentement représentés par le premier ministre du Royaume-Uni. Ce n'est pas ma façon de voir, non plus que celle de l'Australie, comme cela ressortait très clairement du discours dans lequel le premier ministre australien, M. Curtin, s'adressait au peuple américain. Ceux d'entre nous qui ont entendu ce discours la semaine dernière se rappelleront l'expression radiophonique et sans équivoque de sa manière de voir, quand il s'est adressé non au gouvernement des Etats-Unis, non à son grand président, mais, comme il a dit, directement à la population américaine. Le Canada devrait joindre sa voix à celle de la Chine, de l'Australie et des autres pays qui préconisent la formation d'un conseil exécutif des Nations Unies. La volonté commune de gagner la guerre et de reconstruire le monde est essentielle au bonheur de l'humanité, mais il est manifestement impossible de s'occuper longuement de ces questions, aujourd'hui. Je prie le premier ministre d'arranger la tenue prochaine d'une

[M. Coldwell.]

discussion sur le rang du Canada dans le conseil et dans la stratégie des Nations Unies.

A mon sens il est significatif que le discours du trône de l'an dernier ne faisait aucune mention du sort des troupes que nous avons envoyées à Hong-Kong; cette année encore il n'y est pas question du rôle brillant et essentiel que les soldats canadiens ont joué à Dieppe. Je crois maintenant savoir qu'à Westminster on a fait une revue attentive de l'attaque de Dieppe. Notre Chambre devrait le faire aussi car somme toute ce sont nos hommes qui l'ont menée. La Chambre devrait aussi être mise au courant de la gravité du danger des sous-marins pour notre marine marchande et des mesures prises pour la défense de nos côtes et de nos eaux côtières; on devrait lui faire savoir dans quelle mesure nous comptons sur l'armée américaine pour la protection des zones stratégiques essentielles de défense de notre territoire ou des zones avoisinantes. C'est au Gouvernement de décider si tout cela doit se faire à huis clos ou en séance publique, mais le temps est venu où les honorables députés doivent réclamer la présentation d'un rapport complet au Parlement. Etant donné la part que le Canada prend à la cause commune, nous ne devons pas tolérer que notre pays devienne un simple satellite d'aucun de nos grands alliés. La voix du Canada dans les futurs conseils des Nations Unies dépend peut-être de notre situation particulière entre deux grandes nations anglo-saxonnes, du fait que nous ne sommes intéressés à la création d'aucune sorte d'impérialisme et de ce que la principale route aérienne qui relie les grandes étendues peuplées du monde traverse le nord de notre pays. La voix du Canada peut avoir plus d'importance à l'avenir que la plupart d'entre nous ne s'en rendent maintenant compte.

Mon temps de parole est presque épuisé, mais je désire faire quelques autres remarques avant de reprendre mon siège. Je suis heureux de savoir que le premier ministre songe à libérer ses collègues d'une partie de leur tâche dans cette Chambre. Le discours du trône nous apprend en effet que des collaborateurs leur seront désignés. J'ai déjà déclaré à maintes reprises que le Gouvernement devrait nommer des sous-secrétaires selon la coutume suivie en Grande-Bretagne. J'ai préconisé cela non seulement parce que la tâche des ministres s'en trouverait allégée, mais aussi parce qu'il me semble bon que les jeunes députés du parti au pouvoir puissent acquérir l'expérience qu'exige une institution comme la nôtre. J'appuie donc de tout cœur la proposition du premier ministre. Elle a déjà été formulée et tous les partis qui siègent à la Chambre l'ont approuvée. J'espère que cette fois elle sera mise à exécution, non seulement